

Une saga de 145 000 \$

Le litige oppose la Ville à la présidente de la FPPVQ

Le Journal de Québec · 25 sept. 2023 · 11 · TAÏEB MOALLA

Depuis deux ans, la saga judiciaire qui oppose la Ville de Québec à la présidente de la Fraternité des policiers (FPPVQ) a coûté près de 145 000 \$ aux contribuables de la municipalité. La facture finale pour ces frais juridiques sera certainement plus salée.



C'est ce qu'on peut constater à la suite d'une demande d'accès à l'information. En date du 26 juillet 2023, les coûts de la poursuite entamée par la Ville au printemps 2021 ont donc avoisiné les 145 000 \$. Cela n'inclut évidemment pas les démarches en cours, puisque la saga est loin d'être terminée.

« Ce sont des sommes considérables pour les citoyens. À mon sens, c'est du gaspillage d'argent public. On parle ici de l'argent, mais il y a aussi tout le temps qui est mis pour débattre devant la cour », a regretté la présidente de la Fraternité, Martine Fortier. D'après elle, « on veut m'interdire de m'adresser à quiconque y compris au maire de la Ville. L'objectif est de me bâillonner, de me faire taire et d'entraver ma liberté d'expression ».

Le litige a débuté au printemps 2021 lorsque Mme Fortier s'était adressée à des conseillers municipaux pour dénoncer le manque d'effectifs sur le terrain pour empêcher les débordements lors d'un épisode de déconfinement, au parc Victoria, dans Saint-roch. Son intervention s'était retrouvée dans les médias. La Ville de Québec a alors demandé une injonction pour empêcher la cheffe syndicaliste de divulguer des informations « stratégiques ». Après de multiples rebondissements, notamment devant le Tribunal administratif du travail, la Fraternité a obtenu, à l'été 2023, de pouvoir en appeler d'une décision qui lui était défavorable. La Cour d'appel doit se prononcer sur ce différend dans les prochains mois.

Du côté de la Municipalité, le porte-parole Jean-pascal Lavoie a soutenu que « la Ville n'a eu d'autre choix que d'entreprendre ce recours juridique afin que la Fraternité et sa présidente cessent de communiquer publiquement ce type d'informations opérationnelles très sensibles ».

« NÉGOCIATIONS DIFFICILES » EN VUE

D'autre part, Mme Fortier a dit s'attendre à « des négociations difficiles » pour le renouvellement de la convention collective des policiers qui arrive à échéance le 31 décembre 2023. « On a dépensé beaucoup de temps et d'énergie à ne rien faire de constructif depuis 2021, a-t-elle insisté. Ça a contribué à rendre les relations de travail plus difficiles. En négociations, ce n'est pas l'idéal. »

À la Ville, on a assuré avoir « confiance en la bonne foi de toutes les parties ».

Le PQ se contredit selon Marchand

Il refuse de dévoiler le montant maximal pour le tramway

Le Journal de Québec · 25 sept. 2023 · 13 · VINCENT DESBIENS

Le maire Bruno Marchand déplore l'approche du Parti Québécois (PQ) au sujet du tramway. Il considère que son chef se contredit en reprochant un manque de transparence à la Ville en ce qui a trait aux coûts estimés, tout en refusant lui-même de dévoiler le montant maximal que le projet ne devrait pas excéder.



Le PQ a réitéré son appui au mégaprojet dans le cadre d'une motion votée à l'unanimité par tous les partis de l'assemblée nationale.

Son chef, Paul St-pierre Plamondon, a toutefois précisé que le « réseau structurant » devrait respecter un prix acceptable pour avoir l'aval de sa formation. Il n'a toutefois pas voulu dévoiler le montant le plus élevé pour lequel le parti donnerait son feu vert.

Le maire Marchand s'est rendu disponible lors d'une mêlée de presse, hier matin, après son retour de la rencontre annuelle du conseil d'administration de l'union des municipalités du Québec en région éloignée.

Au cours de cette sortie publique, il a affirmé que cette décision entre en contradiction avec la demande du PQ de dévoiler une mise à jour des coûts du projet à l'administration municipale, dans le cadre de l'élection partielle dans Jean-talon.

« On nous dit "c'est conditionnel au prix", mais ils n'osent pas dire leur prix maximum. Ils sont dans la même logique que nous finalement. On attend le travail des experts, des consortiums, de ceux qui veulent construire le tramway [...] et après on pourra se demander si c'est un bon prix, si on doit négocier », explique-t-il.

Le maire croit que ceux qui appuient véritablement le tramway doivent attendre le travail des experts et se ranger derrière le projet sans « lui mettre de bâtons dans les roues ».

« UNE ERREUR DU PQ »

Questionné à savoir s'il aurait été pertinent d'offrir une mise à jour sur la facture prévue pour le transport structurant comme l'a suggéré M. St-pierre Plamondon, Bruno Marchand soutient que ce ne serait pas judicieux.

« C'est une erreur du PQ de demander ça, parce que les coûts, on ne les a pas. Ce qu'on a, c'est une fourchette. Le prix, Mme Guilbault ne l'a pas, moi je l'ai pas. Pourquoi ? Parce que les consortiums vont fixer le prix en déposant leur offre d'ici le 2 novembre. »

Le maire de Québec veut s'éviter une négociation « à jeu ouvert » en dévoilant le montant que la Ville s'attend à payer, puisque « ce serait desservir les intérêts des gens de Québec et du Québec » de donner des indications aussi évidentes en plein appel d'offres.

L'automne s'annonce chaud pour le gouvernement Legault

En pleine négociation de leur convention, le Front commun trouve les offres du gouvernement « méprisantes »

Le Journal de Québec · 25 sept. 2023 · 3 · ERIKA AUBIN

L'automne s'annonce chaud pour le gouvernement Legault si on en croit la manifestation monstre qui a rassemblé 100 000 travailleurs du secteur public samedi à Montréal, ainsi que les infirmières plantées devant le bureau du premier ministre pendant 24 h.



« Ça sent la colère ici. Ça sent la grève. Et pas n'importe laquelle, la grève générale illimitée », a lancé François Hénault, vice-président de la CSN, devant une foule en délire samedi à Montréal.

Plus de 100 000 travailleurs en colère du Front commun, réunissant quatre syndicats du secteur public, ont exprimé d'une seule voix forte leur mécontentement face aux négociations avec le gouvernement de François Legault pour le renouvellement de leur convention collective.

Les « offres déconnectées et méprisantes ne passent pas », a scandé l'impressionnante foule vert turquoise en défilant dans les rues du centre-ville.

« Si l'éducation et la santé ne sont pas importantes pour le gouvernement, je ne sais pas où on s'en va en tant que société. C'est insultant. Et de voir autant de monde, ça montre à quel point les gens sont choqués et frustrés », a dit Nathalie Blier, agente administrative dans une clinique pédiatrique.

PENDANT CE TEMPS AU PARLEMENT...

De nombreux travailleurs digèrent mal que les élus se soient voté une augmentation de salaire de 30 % tandis que les négociations stagnent.

« Pendant ce temps, on nous offre 9 % sur cinq ans. C'est moins que l'inflation. C'est carrément du mépris », a déploré Farah Brunache, agente d'intégration à l'emploi en Outaouais.

AUTOUR DE L'INFLATION

L'inflation était d'ailleurs au coeur des préoccupations : « Les policiers se sont fait offrir 21 % d'augmentation eux, mais l'inflation s'applique autant aux policiers qu'à nous », a rapporté l'enseignant Pierre Laurent.

Certains ont dénoncé leurs conditions de travail et la pénurie de main-d'oeuvre, qui vient alourdir leur quotidien au boulot.

« On est toujours en train de se sortir la tête de l'eau, on manque de soutien, on a de la misère. Dans ces conditions, c'est certain que les services qu'on rend [à la population] écopent », a expliqué Camille Claus-miller, travailleuse sociale en Estrie.

Puis hier, près de 250 infirmières et autres professionnels en soins ont fait entendre leurs revendications en se postant pendant 24 heures devant le bureau de circonscription du premier ministre François Legault, à L'assomption.

PRESSIION INTOLÉRABLE

« On connaît tous des collègues tous les jours qui partent, qui vont travailler ailleurs ou même qui changent complètement de métier en disant qu'elles ne sont plus capables de tolérer la pression », a expliqué Marie-chantal Bédard, présidente de la Fiq-lanaudière, au micro de TVA Nouvelles.

En plus de meilleures conditions salariales, les membres déplorent surtout que le ministère souhaite les déplacer d'un département à l'autre. Les professionnelles s'inquiètent ainsi pour la qualité des soins donnés aux patients.